

150 agents solidaires devant le conseil départemental de la Mayenne

leglob-journal.fr | 1 juin 20210



Combat

Deuxième mouvement de grève au conseil départemental de la Mayenne. Après le 11 décembre (Lire [ici](#)), 150 agents grévistes (selon la préfecture) se sont à nouveau regroupés pendant deux heures sur le temps du midi devant le bâtiment du Département. Ils étaient 300, le 11 décembre, ils sont deux fois moins, – mais des grévistes n’auraient pas pu se libérer selon les organisateurs – en ce premier jour, démarrage officiel de la campagne électorale des élections départementales. Olivier Richefou, entre autres, y remet son titre de Président en jeu, non sans incertitudes. « Un hasard, cette date » selon la CFDT qui appelait au rassemblement « à la suite de demandes de plusieurs services de la direction de la Solidarité » rapporte le syndicat.

Des agents toujours à bout de souffle

Par Thomas H.

Véronique Lesiourd, la responsable de la CFDT-interco de la Mayenne, explique au Glob-journal : « *si initialement la date du 18 avril avait été avancée puis celle du 18 mai, pour la deuxième journée de grève, le premier juin s'est présenté comme une évidence...* » . La syndicaliste raconte qu'Olivier Richefou a fait valoir en réunion que « *ce deuxième mouvement se déroule le premier jour de la campagne électorale officielle. C'est plus une action politique que syndicale et vous faite le jeu du RN ...* » aurait-il déclaré selon la CFDT. Pourquoi? « *parce que nous mettons en lumière l'action du Département* » explique Véronique Lesiourd. Et puis parce qu'« *un syndicat ne doit pas faire de la politique* » selon Olivier Richefou. C'est d'ailleurs une « tradition » au conseil départemental comme au conseil général. Les syndicats ne peuvent pas s'emparer des mesures prises par les élus.

Ils ne peuvent pas le faire, même si les mesures votées paraissent « *déplacées* » ou « *mal venues* », comme les 500 000 € de la tour Montparnasse ou le bateau V&B. Pas possible selon la CFDT d'en faire des axes de revendications... « *C'est aux élus de faire ce travail, pas à nous... Nous, nous sommes représentants du personnel et nous défendons les conditions de travail des agents...* » raconte la syndicaliste. Mais ce n'est pas forcément incompatible? Si? ... « *Oui mais, aller sur ce terrain, c'est faire le jeu du Président* », et nous ne le souhaitons pas!» rétorque Véronique Lesiourd.

Communication versus solidarité

Devant le conseil départemental, les agents ont scandé « Solidarité »... Et le premier des candidats de gauche présents et à prendre la parole, c'est le Lavallois Antoine Leroyer, (EELV). « *Educateur spécialisé dans le civil* » comme il s'est présenté sous les applaudissements des agents de la Direction de la Solidarité rassemblés. Puis ce fut le tour de Bruno Berthier, le premier adjoint de la ville de Laval candidat lui-aussi sur l'un des cantons lavallois. Antoine Valpremit, candidat du Nord Mayenne et Maire de Sacé devait pour sa part déclarer en direction des grévistes : « *Pour ce que vous faites, il ne doit pas avoir de notion de coût. Cela doit être considéré comme un devoir...* »

Christian Briand et Jean Yves Cormier qui se présentent également aux élections départementales, respectivement sur le canton de L'Huisserie et de Saint-Berthevin, ont évoqué la communication chère au Président Richefou et au Département pour cause de recherche d'attractivité. Nécessaire pour le premier. L'ex-maire de L'Huisserie Christian Briand ne la rejette pas en effet : « *La com, oui, je ne suis pas contre mais avec un budget supplémentaire de 45 millions, on peut trouver les moyens d'aller dans votre sens...* » Applaudissements. Quant à Jean-Yves Cormier qui fut adjoint à la mairie de Changé sous Olivier Richefou, il devait déclarer au mégaphone que « *la convention sur le bateau V&B resignée avec Maxime Sorel et Monbana, [Le chocolatier, NDLR], et relatée le matin même de cette manifestation*

dans le journal est une provocation insupportable. » Un contrat qui porterait sur quatre ans de 300 000 à 400 000 € par an, soit au plus 1,2 millions d'€, laisse entendre sans être précis le quotidien régional. L'information a été révélée au cours d'une conférence de presse, convoquée la veille par le Département (Leglob-journal n'a pas été invité...) pour une parution stratégique le jour de la manifestation...

« Une incompréhension »

C'est sur « une incompréhension » que la dernière séance de négociations s'est achevée avant le lancement de la journée de grève. « Croire que la transformation numérique va tout résoudre, c'est le problème majeur de l'administration... C'est ce qu'ils nous disent. La mission d'appui Enerst and Young qui a travaillé de janvier à la mi-avril 2021 a mis en place une quinzaine de projets, imaginés pour améliorer les process des agents, mais ils ne seront pas opérationnels avant la fin 2022... Les agents sont fatigués, ils ne veulent pas attendre, c'est tout de suite qu'ils veulent des moyens humains... » Le syndicat CFDT ne sait pas combien a couté la « mission d'appui » commandée par la direction du conseil départemental. Comme elle ne sait pas dire non plus combien d'agents précisément sont « en burn-out ou à l'arrêt », l'administration ne nous donne pas de chiffre officiel, « elle ne nous a pas associé aux discussions »... avance Véronique Lesiourd. Le syndicat CFDT-interco de la Mayenne explique aussi que « les CGT qui sont présents au niveau des instances nous rejoignent sur ce combat.»





La sénatrice Elisabeth Doineau le 1er Juin 2021 et le 11 décembre 2020 – © leglob-journal.fr

Quelques postes en plus, cinq administratifs et autant sur le terrain, et des répités promis pour les familles d'accueil, mais « *le mal être est toujours là* ». Presqu'endémique. Ce malaise à la Direction de la Solidarité au Département de la Mayenne ne date pourtant pas d'hier. « *Cela fait des années qu'on a déposé de nombreuses alertes officielles en commission technique et en CHSCT, (comité hygiène, sécurité et conditions de travail), explique la secrétaire du syndicat Interco-CFDT en Mayenne au Glob-journal et des agents ont écrit des lettres aux managers [Les directeurs de services, NDLR] pour leur expliquer ce qui se passait, et que les moyens manquaient...* »

Et que leur disent les « managers »? Qu'ils « *entendent bien... mais qu'il fallait patienter, que cela ira mieux car nous sommes entre deux ré-organisations... voilà leur discours!* » Et puis « *maintenant avec le plan informatique, dont la mise en place devrait s'achever en 2022, il faudrait être patient. A nouveau. Mais l'envie de temporiser n'y est plus...* » Il suffit de voir comment, parfois, le traitement d'un jeune migrant mineur isolé est opéré (Lire [ici](#))



• Bruno Berthier



• Antoine Valpremit



• et Christian Briand

Antoine Leroyer



Jean-Yves Cormier

Au delà des revendications en moyens humains en « équivalent temps plein », le constat, c'est de la part de la population la méconnaissance des métiers et des agents qui œuvrent pour venir en aide aux jeunes et moins Mayennais en difficultés, temporaires ou récurrentes. Des fiches métiers ont d'ailleurs été écrites par les agents pour expliquer rôles et compétences... Mais, c'est aussi la pauvreté des infrastructures départementales en Mayenne : « *Notre département est très pauvre en structures alternatives au placement...* constate Véronique Lesiourd. *Il faudrait créer par exemple une maison pour les jeunes mineurs, une sorte de foyer d'accueil pour ces enfants, comme une alternative au placement pour le juge ...* » alternative qui serait la bienvenue pour le magistrat qui souhaite surtout extraire l'enfant pour sa sécurité et son intégrité. « *Un centre d'accueil dédié ou bien à domicile* ». Cela existe dans d'autres départements mais pas en Mayenne constate la syndicaliste qui regrette ce manque.



Nicole Bouillon
numéro deux du Département de la Mayenne en discussion avec Véronique Lesiourd
de la CFDT – © leglob-journal.fr

Nicole Bouillon rappelle les efforts consentis : « *Sous cette mandature, on a créé 61 postes à la Solidarité, c'est la seule direction où l'on en a créé autant [...]* » Vous entendrez prochainement l'intégralité de ce témoignage exclusif que la n°2 du Département de la Mayenne et maire du Genest-Saint-Isle a bien voulu accorder au Glob-Journal.